

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



INSTABILITÉ ET CHANGEMENT EN AFRIQUE

Université de Makerère, Kampala
(13-15 juin 1983)

AUTOUR de ce thème un peu trop vaste se sont réunis une soixantaine d'universitaires venant principalement des Universités de Makerere, Nairobi et Dar-es-Salaam. J'ai été vivement impressionné par le large éventail des opinions exprimées, et donc par la liberté d'expression qui a régné lors de cette rencontre. Je doute que l'on puisse trouver beaucoup d'universités en Afrique où de tels débats pourraient avoir lieu. Généralement, le conformisme idéologique et l'autoritarisme politique se liguent pour restreindre considérablement le champ et la profondeur de la discussion. Le paradoxe apparent, c'est qu'une telle réunion ait pu avoir lieu en Ouganda, dont on sait la situation tragique. Pourquoi cette tolérance ? Est-ce à dire que c'est parce que le pouvoir considère que ce qui se dit et se fait à l'université est sans importance ? Ou faudrait-il dire que le mélange de dictature et d'anarchie qui caractérise ce pays est mâtiné de démocratie ?...

Comme toujours en pareil cas, la qualité des communications a été très inégale, mais quelques papiers ont plus particulièrement attiré mon attention : *Instability and change in rural Tanzania* de H. Mapolu, *Social classes and class struggle in post-colonial Kenya : struggle of a factionalized petty bourgeoisie* de Nick Nyangura, et *The breaking of the East African Community : some lessons* de Mahmood Mamdani. Un certain nombre de thèmes ont émergé d'une discussion qui fut dans l'ensemble riche, encore que le souci de l'ordre dans les débats l'ait transformée trop souvent en une série de monologues. Relevons certains d'entre eux en raison, soit de leur importance intrinsèque, soit de leur récurrence :

a) Sur la question de l'importance respective des forces externes et des forces internes dans la vie politique des pays africains, la discussion

est restée très ouverte ; un consensus a semblé se dégager sur la nécessité de prendre en compte les deux séries de facteurs, le clivage opposant en définitive ceux qui reconnaissent une certaine autonomie aux forces internes et ceux qui raisonnent en termes de « *comprador* » ; sur ce point, il était impossible de conclure.

b) Le thème du tribalisme est revenu à plusieurs reprises sans possibilité de conciliation entre ceux qui veulent réduire intégralement l'ethnicité à la classe et ceux qui sont prêts à lui reconnaître une certaine réalité à côté et en liaison avec les classes sociales. La plupart des intervenants ont systématiquement réduit l'ethnisme à une manipulation de la part des différentes fractions de la classe dirigeante, ce qui me paraît un peu court comme analyse.

c) Le débat sur la Tanzanie a illustré les malentendus qui naissent chaque fois qu'il est question de socialisme. A partir du constat qu'en définitive, le paysan tanzanien ne se trouvait pas, dans ce pays socialiste, dans une situation fondamentalement différente de celle où il se trouve dans un pays capitaliste du point de vue de l'exploitation et de l'extraction d'un surplus, tout le monde a semblé d'accord pour dire que la Tanzanie n'est pas socialiste... On pouvait alors se demander quel pays est véritablement socialiste et le scepticisme, à une exception près, l'emporta. Un intervenant a soutenu que ce n'est pas la propriété collective des moyens de production, mais la nature de l'État qui permet de caractériser le socialisme : l'État socialiste, c'est celui des paysans et des travailleurs. Malheureusement, cet État n'a jamais existé et on ne voit pas vraiment, à moins de céder aux mirages de l'utopie, comment il pourrait en être autrement et même comment une telle expression peut avoir un sens. On reste donc toujours en face du dilemme : ou le socialisme n'est pas essentiellement différent du capitalisme, ou il n'existe pas. Quoi qu'il en soit, la discussion gagnerait si l'on parvenait à éviter ce dérapage permanent qui transforme les concepts en mythes en introduisant l'utopie dans l'analyse empirique de la réalité.

d) Notons enfin une intervention de M. Mamdani qui me semble ouvrir des perspectives en ce qui concerne la relation entre État postcolonial et classe dirigeante : constatant, après d'autres, l'absence de bourgeoisie locale au moment de l'indépendance, il souligna que le contrôle de la machine d'État devient vital pour le développement d'une telle bourgeoisie. De ce point de vue, les expressions de « corruption » et de « *mismanagement* » deviennent impropres, puisque c'est la finalité même de ceux qui contrôlent l'État que de l'utiliser pour leur accumulation privée. Mais il s'agit alors d'une accumulation primitive qui peut engendrer ultérieurement et coexister avec une accumulation capitaliste.

Jean-François Médard